acat.be

Ahou Daryaei est une étudiante iranienne préparant un doctorant de Lettres françaises. Ce 3 novembre 2024 elle a été prise à partie par des volontaires paramilitaires du Bass (force de mobilisation de la résistance, créée en 1979 par l'Ayatollah Khomeini) dans la prestigieuse Université Islamique Azad de Téhéran. Les paramilitaires lui ont reproché sa tenue vestimentaire inappropriée et, plus précisément, la façon dont elle portait son foulard. Au cours de l'altercation, ils auraient lacéré son foulard avant de déchirer ses vêtements. En guise de protestation, l'étudiante a ôté ses vêtements et s'est rendue dans la cour de l'université en culotte et soutien-gorge. Elle y a déambulé un long moment. Puis elle a été poussée dans une voiture des forces de sécurité par des hommes en civil.

En vertu du code vestimentaire iranien obligatoire, dans l'espace public les femmes doivent porter un foulard et des vêtements amples masquant leur corps et leur visage.

Les images d'Ahou Daryaei ont été largement partagées sur les réseaux sociaux, publiées dans les médias en langue persane, dans la presse et par les télévisions du monde entier. En Iran, les autorités assimilent toute protestation contre le port obligatoire du voile à un signe de trouble mental qui nécessite une « hospitalisation ». Or, des actes de tortures dans les hôpitaux psychiatriques iraniens- notamment l'administration forcée de substances chimiques et de chocs électriques- ont été amplement documentés par Amnesty International. Par ailleurs, dans un rapport de décembre 2023, cette organisation témoigne que plusieurs personnes embarquées par les forces de sécurité auraient été violées dans les fourgons de police lors de leur transfert vers divers lieux de détention.

Les allégations de coups et de violences sexuelles lors de l'arrestation d'Ahou Daryaei doivent maintenant faire l'objet d'une enquête indépendante et impartiale. En attendant sa libération, les autorités iraniennes doivent la protéger de tout risque de subir tortures et autres mauvais traitements en détention. Les méthodes du régime qui asservit les femmes et recourt au châtiment suprême contre les dissidents sont bien connues de l'ACAT et d'Amnesty International.

« Femme, Vie, Liberté »: une répression brutale

L'arrestation de l'étudiante iranienne intervient plus de deux ans après le séisme déclenché par la mort de Mahsa Amini. Le gouvernement ne recule devant aucun moyen pour réprimer le soulèvement. Depuis le début des manifestations de septembre 2022, des centaines de personnes ont été tuées, des milliers ont été arrêtées, dix Iraniens ont été exécutés en lien avec ce soulèvement. Des violences sexuelles sont régulièrement commises à l'encontre de femmes, d'enfants et d'hommes, dans le cadre de la répression du mouvement « Femme, Vie, Liberté ». Aux yeux de maints fonctionnaires et représentants de la force publique, le refus de porter le voile est un « virus », une « maladie sociale », un « trouble » ou encore une « dépravation sexuelle » passible de 10 ans de prison.

Aux femmes apparues dans des lieux publics sans voile, les autorités infligent des peines dégradantes, par exemple laver des corps à la morgue. En outre, les technologies de surveillance renforcent la traque des Iraniennes ne portant pas le voile en voiture ou dans l'espace public. C'est ainsi que, face à la brutalité du régime, la résistance des femmes confère sa substance et sa pertinence au cri vibrant du soulèvement « Femme, Vie, Liberté ». L'unique arme d'Ahou Daryaei c'était son corps. Elle a rejoint le chœur des femmes innombrables qui s'opposent à des décennies d'oppression et d'arbitraire. (Sources : Amnesty, international Federation of Jorurnalists (IJ) ; BBC)